



ECA /SRDC - CA /ICC/98/01/Rev.1

Original : FRANCAIS

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

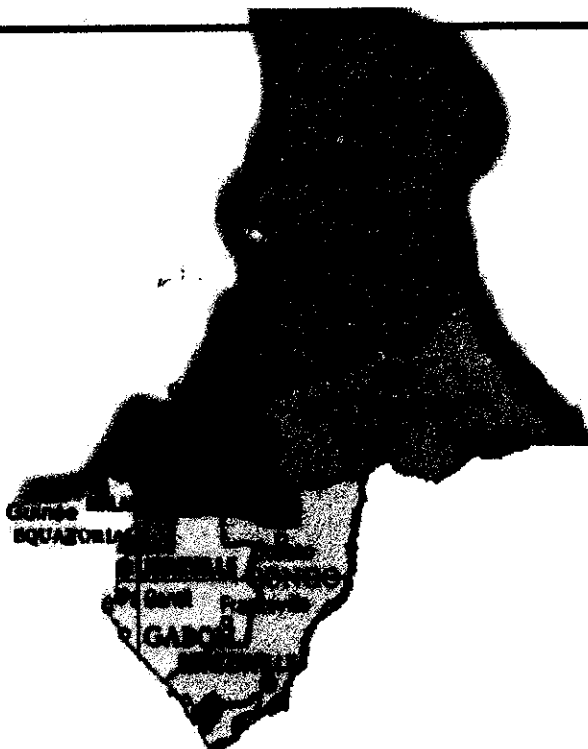
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL
POUR L'AFRIQUE CENTRALE/
UNION DOUANIÈRE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE GEN-
TRALE/
COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE
CENTRALE**

RAPPORT SUR L'INDUSTRIE MINIERE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Rapport Général



32207

TABLE DES MATIERES

Page

PREMIERE PARTIE: Rapport Général

I.	INTRODUCTION	1
II.	PERFORMANCE DE L' INDUSTRIE MINIERE DE L' AFRIQUE CENTRALE.....	4
II.1.	Potentiel minier de l' Afrique Centrale.....	4
II.2	Industrie extractive.....	7
III.2.1	Une industrie extractive de substances minérales solides très modeste, par rapport au potentiel minier de la sous-région et... en perte de vitesse.....	7
II.2.2	Une industrie extractive des hydrocarbures occupant une place très importante voire primordiale dans l' ensemble de l' industrie minière de la sous-région.....	10
II.2.3	Une industrie de transformation modeste handicapée par une faible demande locale et qui se tourne de plus en plus vers l' extérieur.....	14
III.	REFORME DE LA LEGISLATION MINIERE.....	16
III.1	Les grandes tendances de la législation minière moderne de l' Afrique Centrale.....	18
III.1.1	Le code minier.....	18
III.1.2	Le code pétrolier.....	24

IV	OPINIONS DE CERTAINES PERSONNES RENCONTREES SUR L' INDUSTRIE MINIERE DE L' AFRIQUE CENTRALE.....	27
-----------	---	-----------

	CONCLUSIONS / REMARQUES	29
--	--------------------------------------	-----------

DEUXIEME PARTIE: RAPPORT SUR LES PAYS

	RAPPORT SUR LE CAMEROUN.....	33
	RAPPORT SUR LE CONGO.....	47
	RAPPORT SUR LE GABON.....	56
	RAPPORT SUR LA GUINEE EQUATORIALE.....	66
	RAPPORT SUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.....	74
	RAPPORT SUR LE TCHAD.....	84

I. INTRODUCTION

1. Lors de sa de sa soixantième session tenue à Libreville (Gabon) en février 1998, le Sommet des Chefs d'Etat de l'UDEAC/CEMAC, après avoir pris connaissance des résultats des délibérations du Comité de Direction notamment en ce qui concerne les termes de référence de l'étude sur «l'harmonisation des politiques minières en Afrique Centrale» élaborés par le Secrétariat Général, a demandé à celui-ci, dans un premier temps, **de faire un rapport sur la situation de l'industrie minière en Afrique Centrale.**
2. Ce rapport a été établi en réponse à cette requête.
3. Il est descriptif. Cependant il souligne certains points, surtout concernant les aspects juridiques, fiscaux, douaniers et économiques de l'industrie minière, qui pourront ultérieurement faire l'objet d'une analyse plus approfondie en vue de dégager des éléments susceptibles d'être utilisés par les Etats membres pour affiner leurs approches et stratégies individuelles et communes, quant à la mobilisation des ressources financières pour leur industrie minière.
4. Sa réalisation a nécessité la mise en place d'une équipe multidisciplinaire composée d'un :
 - Expert en ressources minérales, mis à la disposition du Secrétariat Général de l'UDEAC/CEMAC par le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ;
 - Expert en questions industrielles du Secrétariat Général de l'UDEAC/CEMAC, et
 - Expert en fiscalité, également du Secrétariat Général de l'UDEAC/CEMAC,

qui a visité les six pays de l'UDEAC/CEMAC selon le calendrier suivant :

- République centrafricaine - 12 - 19 juillet 1998
- Tchad - 20 - 26 juillet 1998
- Guinée Equatoriale - 27 juillet -2 août 1998
- Cameroun - 3 -8 août 1998 et le 12 octobre 1998
- Congo - 26 septembre - 3 octobre 1998
- Gabon - 5 - 10 octobre 1998,

et y a eu des entretiens et discussions avec les pouvoirs publics compétents en la matière.

5. Dans certains pays, ces entretiens et discussions ont été élargis :
 - Aux bailleurs de fonds (Agence Française de Développement au Gabon ; Banque Mondiale en Centrafrique) ;
 - Opérateurs miniers : Elf et Sous-Traitants (Transitaires) au Congo ; CMS Nemeco, United Meridian Corporation et orpailleurs en Guinée Equatoriale; Firme minière HOWE et Syndicat des collecteurs de diamant et or en Centrafrique) ; Consortium pétrolier opérant au Tchad ;
 - Organisations internationales (Bureaux du Programme des Nations Unies pour le Développement de Bangui, Brazzaville, Libreville et Ndjamena) ;
 - Banque Centrale (Guinée Equatoriale) ;
 - Entreprises : ALUCAM et SONARA (Cameroun) ; Unité de traitement NEMECO (Malabo).
6. L'exploitation des résultats de ces entretiens et discussions ainsi que des données et informations collectées au cours de la mission montre :
 - Une industrie extractive des substances minérales solides très modeste par rapport au potentiel minier de la sous-région ;
 - Une industrie extractive des hydrocarbures occupant une place très importante sinon primordiale dans l'ensemble de l'industrie minière de la sous-région ; et,
 - Une industrie de transformation modeste, handicapée par une faible demande locale et de plus en plus tournée vers l'extérieur.
7. Face à cette situation, on a noté de la part des pouvoirs publics, la volonté de :
 - Relancer la reconnaissance géologique en vue d'accroître l'inventaire des ressources minérales solides des pays de la sous-région ;
 - D'intensifier les investigations sur les indices connus des substances minérales solides, en vue d'accroître le potentiel minier (renouvellement des réserves de gisements ; découverte des nouveaux gisements) des pays de la sous-région ;

- D'intensifier la recherche des hydrocarbures dans l'off shore ultra profond, qui aujourd'hui offre plus de perspectives que l'on shore et l'off shore peu profond ;
- Déployer des efforts pour créer, à travers des réformes des politiques et stratégies de développement des substances minérales, ainsi que du cadre réglementant l'industrie minière, un environnement plus incitatif à l'investissement privé, nécessaire pour la réalisation des activités susmentionnées.

8. De même, il a été constaté :

- Une prise de conscience des pouvoirs publics compétents de plus en plus grande des effets désavantageux (pour les pays) que peut engendrer la compétition en matière de recherche de financement pour les projets miniers, notamment la tendance pour les pays à accorder chacun plus d'avantages aux investisseurs afin d'attirer les ressources financières. Cette tendance peut mener à une sorte de surenchère de la part de ces derniers, ceci d'autant plus que :
 - Dans le nouvel environnement économique mondial, les principales sources de financement des projets miniers sont les mêmes ;
 - La pénurie des investissements est plus grande dans certains pays que dans d'autres ; et,
 - Dans le cadre de la globalisation, les chasses gardées ne devant normalement plus exister, des nouvelles firmes pétrolières, surtout américaines débarquent sur le continent depuis un certain temps et dans la sous-région en particulier. Cette avancée des nouvelles firmes entraîne automatiquement une certaine concurrence qui parfois débouche sur des pratiques de surenchère de la part des compagnies, notamment pour enlever tel ou tel bloc à tel opérateur déjà présent.

Cette pratique de surenchère que ce soit de la part des pays producteurs ou de la firme minière affaiblit le pouvoir de négociation du pays concerné et partant de la sous-région.

- La volonté de :
 - Respecter et appliquer les dispositions communautaires existantes, surtout celles relatives à la réglementation fiscale, ce malgré la compétition susmentionnée ;
 - D'intensifier la coopération entre Etats dans le domaine des ressources minérales, à travers des échanges d'expériences et de meilleures pratiques, en vue de renforcer leurs capacités de négociation (individuelles et collectives) avec les investisseurs.

II. PERFORMANCE DE L'INDUSTRIE MINIERE DE L'AFRIQUE CENTRALE

9. Aux fins de la présente étude,

- L'industrie minière inclut les substances minérales solides et les hydrocarbures liquides et gazeux ;
- Les termes sous-région de l'Afrique Centrale s'appliquent à l'espace géographique couvert par les six pays de l'UDEAC/CEMAC ;
- La législation minière (textes déjà publiés et orientations de cette législation mises à la disposition de la mission) des pays, **prise en compte, est celle établie à partir de 1990.**

II.1. POTENTIEL MINIER DE L'AFRIQUE CENTRALE

10. **Au niveau des substances minérales solides**, ce potentiel est encore mal connu : En effet,

- Très peu de travaux de reconnaissance géologique nécessaires pour accroître les connaissances sur l'inventaire des ressources minérales de la sous-région ont été réalisés ces dernières trente années ;
- De même, il y a eu très peu d'investigations poussées sur les indices connus qui auraient permis d'accroître le potentiel minier des pays et de la sous-région.

11. Toutefois, les résultants de ces travaux et investigations ont révélé :

- Plusieurs indices des principaux minéraux connus au monde,

Tableau 1 : Principaux indices minéraux de la sous-région

Cameroun	X	X		X	X		X		X		X	
Congo	X	X	X	X	X		X		X		X	X
Centrafrique	X	X	X	X	X		X		X		X	
Gabon	X			X	X		X	X	X	X	X	X
Guinée Eq.		X	X		X	X		X	X		X	
Tchad	X	X		X	X						X	X

Source : compilation des études de la CEA

ainsi que :

- Des gisements de certaines substances minérales, non encore exploités et dont certains sont potentiellement rentables.

Tableau 2 : Principaux gisements non exploités de la sous-région

Cameroun	Bauxite	Mini-Martap	560 millions T titrant 43 % AL ₂ O ₃ et 3 % SiO ₂	
		Kribi	200 millions titrant 38 % fer	
Centrafrique	Uranium	Bakouma	16500 T titrant 0,255 %	HOME/Canadian
	Diamant	Baminingui	62000 carats	Reef United
Congo	Potasse	Holle	500 millions T carnallite titrant 16 % K ₂ O 21 millions T de sylvinite t	
	Fer	Zanaga	300-400 millions T à 55-56 % fer	
Gabon	Niobium	Mabounié	100 millions T minerai phosphaté niobifère 42 MILLIONS T sols ferrugineux niobifères	SOMIMO (Gabon : 62 %, ELF : 23 % ; SEREM/BRGM/15 %)
	Barytine	Dourekiki	3,45 millions T titrant 38 % BaSO ₄	
	Talc	Nyanga	70 % talc 2,5 millions T à 76-96 % talc	
	Potasse	Bassin côtier	360 millions T à 62 % fer 150 millions T à 47-53 % fer	
	Fer			

Source : compilation des études de la CEA

12. **Au niveau des hydrocarbures**, il y a eu dans certains pays de la sous-région, d'intenses investigations pendant ces trente dernières années qui ont abouti à des découvertes importantes (entre autres, Nkossa au Congo, Rabi-Kounga au Gabon, Zafiro en Guinée Equatoriale, Komé , Bolobo et Miandoum au Tchad, etc.). Cependant, **on note la modicité des réserves actuelles** en hydrocarbures de la sous-région :0,41% seulement des ressources en pétrole du monde ou encore 6,25% des réserves africaines ; et, 2,72% des réserves en gaz du continent ou encore 0,18% des réserves mondiales.

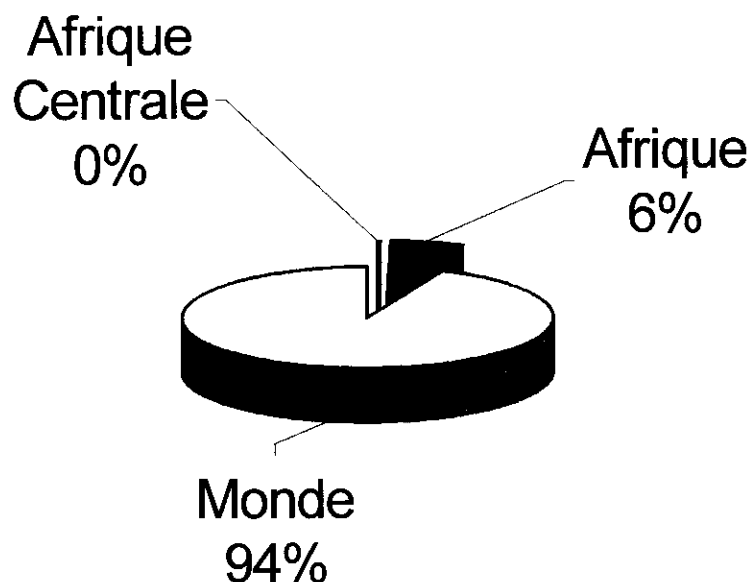
Tableau 3 : Réserves prouvées (en million de tonnes équivalent pétrole) de l'Afrique centrale (au 1/1/97)

Pays	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée Eq.	Tchad	Total Afrique centrale	Afrique	Monde	Part de la sous-région en Afrique(%)	Part de la sous-région dans le monde(%)
Réserves										
Pétrole	57	215	191	2	139	604	9650	145549	6,25	0,41
Gaz	92	76	12	31		211	7755	116709	2,72	0,18

Source : Revue statistiques de l'énergie mondiale.

Cette modicité des réserves en pétrole et gaz de la sous-région aurait pu être préoccupante n'eut été l'appartenance des pays riverains et producteurs de l'UDEAC au Golfe de Guinée, une zone très riche en promesses et qui ces derniers temps fait l'objet de découvertes très importantes en on off-shore ultra profond (Girassol et Dalia en Angola, Moho au Congo par exemple), qui attire actuellement les pétroliers du monde entier (Elf , Total, Chevron, Exxon, Mobil, Texaco, BP etc..) . Selon une certaine littérature, les pétroliers occidentaux envisageraient d'investir entre 40 milliards et 60 milliards de dollars Etats Unis dans le Golfe pendant les 20 années à venir.

Graphique 1 : Part de l'Afrique centrale dans les réserves prouvées de pétrole de l'Afrique et du Monde



Source : Revue statistiques de l'énergie mondiale

L'attraction du Golfe de Guinée s'explique également par le fait que, comparé au Golfe du Mexique, une autre zone fort intéressante, l'exploration y est encore moins avancée alors que le taux de succès rencontré et la taille des gisements découverts sont plus grands.

II.2. INDUSTRIE EXTRACTIVE

II.2.1. Une industrie extractive de substances minérales solides très modeste, par rapport au potentiel minier de la sous-région et.. en perte de vitesse.

13. Une poignée seulement de substances minérales solides est extraite actuellement dans la sous-région, notamment la cassitérite (Congo) ; le colombo-tantalite (Congo) ; le diamant (Centrafrique) ; l'or (dans tous les pays) ; le manganèse (Gabon), le natron (Tchad) et l'uranium (Gabon).
14. Cette production déjà modeste, est réduite à **deux substances seulement**, le manganèse et l'uranium, si l'on se limite uniquement à l'exploitation à grande échelle.

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$M = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

$$f(x) = \frac{1}{2} \ln \left(\frac{1+x}{1-x} \right)$$

15. Par ailleurs, la fermeture dans un proche avenir (décembre 1998) de la mine d'uranium comme conséquence de l'épuisement des réserves de gisements de Mounana, va amputer davantage cette production d'une autre substance, l'uranium, **la réduisant ainsi à un seul produit : le manganèse.**
16. L'exploitation artisanale est donc l'activité minière la plus répandue et qui concerne le plus grand nombre de substances minérales solides extraites dans la sous-région. Cependant, sa contribution aux recettes financières des pays à l'exception de l'extraction du diamant en RCA, est très faible, à cause de la fraude massive de la production, conséquence de la marginalisation (pendant longtemps) de cette activité. En effet, malgré la légitimation de l'exploitation artisanale dictée notamment par l'adoption des politiques de libéralisation, et des expériences tentées ici et là par les pouvoirs publics pour minimiser les fraudes (collection des taxes liées à la production ; commercialisation des pierres à travers des bureaux d'achat qui reversent les recettes à l'Etat ; réouverture de la bourse internationale de diamants et fermetures de certains bureaux d'achat n'ayant pas payé les taxes en RCA par exemple) les statistiques de production officielles demeurent largement en dessous des chiffres réels.
17. Par ailleurs, dans certains pays (RCA par exemple) les artisans doivent faire face à une situation nouvelle créée par l'intérêt que portent les firmes minières étrangères aux zones faisant l'objet d'orpaillage. Notamment, l'absence d'un cadre réglementant les relations entre les communautés locales et ces firmes et les moyens techniques et financiers de ces compagnies largement supérieurs à ceux des artisans, tendent à renforcer l'impression qu'ont les artisans d'être toujours marginalisés. Alors que, dans le cadre de la libéralisation et des perspectives d'une émergence d'un secteur privé local fort pouvant intervenir de manière significative dans l'industrie extractive des minerais solides, la restructuration et renforcement de l'exploitation artisanale sont plus que nécessaires.
18. Les statistiques relatives à la production des minerais solides pour l'année 1997 pour ce qui est de l'exploitation à grande échelle, donnent :
 - En terme de volume, 567 tonnes métal contre 564 tonnes en 1996, soit une augmentation de 0,53 %¹ pour ce qui est de l'uranium ; et 1,904 million de tonnes contre 1,983 millions en 1996, soit une baisse de 4 % pour ce qui est du manganèse.

¹ Cette hausse doit être interprétée dans le contexte de l'épuisement des réserves.

Tableau 4 : Production, exportations et recettes de manganèse(1994-1997)

	1994	1995	1996	1997
PRODUCTION(milliers de tonnes)	1435	1930	1983	1904
EXPORTATIONS(milliers de tonnes)	1366	1852	1977	
RECETTES DES EXPORTATIONS DE MANGANESE (milliards de FCFA°	67	72.6	70.0	78.0
RECETTES TOTALES DU PAYS(milliards de FCA°)	1324	1357.6	1568.01	1716.3
PART DANS LES RECETTES TOTALES DU PAYS(%)	5	5,34	4,46	4,54
PRODUCTION(TONNES)	589	653	623	463
EXPORTATIONS	693	650	600	517
RECETTES DES EXPORTATIONS DE L'URANIUM (milliards de FCFA°	16	15,5	14,1	11,8
RECETTES TOTALES DU PAYS(milliards de FCA°)	1324	1357.6	1568.01	1716.3
PART DANS LES RECETTES TOTALES DU PAYS(%)	12	1.1	0.9	0.7

Sources : Statistiques élaborées à partir du Rapport sur la zone franc de la Banque de France, 1997 ;

- En valeur, une contribution aux recettes totales d'exportation du pays (Gabon) de 0.7 % pour l'uranium et de 4,5 % pour le manganèse.

19. Concernant l'exploitation artisanale,

- Les productions réelles d'or ne sont pas connues : on parle de dizaines de kg par an dans la plupart des pays de la sous-région : En RCA par exemple, la production d'or déclarée en 1996 a été de 35.088, 86 grammes, pour une valeur de 174.711.610 FCFA (prix du gramme : 4.979 FCA). Une partie de cette production, soit 18.511,16 grammes, a été exportée pour une valeur de 83.967.900 FCFA (prix du gramme : 4356FCFA) ;
- Les productions de natron, de cassitérite et de colombo-tantalite n'ont pas été communiquées ;
- La production de diamant a été de 486.786 carats dont 2% de carats+5 ; 68% de pierres de joaillerie ; 18% de pierres industrielles ; 12% de carbonado boart. En valeur, cette production a représenté environ 40, 7 milliards de FCFA (prix unitaire : 88212 FCFA). Pendant la même année, 487300 carats ont été vendus à l'extérieur, pour une valeur de 36 milliards de FCFA. , soit 48% des recettes des exportations totales de la RCA.

11.2.2 Une industrie d'extraction des hydrocarbures occupant une place très importante voire primordiale dans l'ensemble de l'industrie minière de la sous-région.

20. Les enjeux financiers et politiques autour des hydrocarbures en général mentionnés plus haut, une plus grande répartition géographique de la production de ces substances et surtout leur très grande contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) et aux recettes totales de la plupart des pays producteurs, ont fait des hydrocarbures liquides, les substances minérales extraites les plus importantes de la sous-région.
21. En effet, en 1997 par exemple,
- Quatre sur six pays de l'UDEAC/CEMAC ont produit du pétrole : le Cameroun, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale ;
 - Deux ont produit du gaz (pour la satisfaction des besoins nationaux et l'exportation) : le Cameroun et la Guinée Equatoriale ;
 - Les recettes pétrolières ont représenté plus de la moitié des recettes totales du Congo (74, 24%), du Gabon (62,35%) et de la Guinée Equatoriale (53,87%). Pour mémoire, les recettes provenant du manganèse n'ont contribué que pour 4,5 % seulement.

Tableau 5 : Contribution du pétrole aux recettes et PIB des pays producteurs de la sous-région

	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale
Recettes pétrolières(%)	26,6	74,24	62,35	53,87
Part du pétrole dans le PIB (%)	6,6	51	43,2	52

Sources : Compilation Statistiques des Départements des hydrocarbures des pays ; Rapport sur la zone Franc de la Banque de France, 1997

22. Cette forte dépendance des économies des pays cités vis à vis du pétrole si elle fait de celui-ci, le moteur (potentiel) du développement de ces pays, les rend vulnérables à certains chocs externes liés notamment aux fluctuations de la baisse du dollar, la monnaie de transaction en matière des hydrocarbures, à la variation à la baisse des prix du baril ou encore la combinaison de ces deux facteurs. Elle expose également ces pays à certains

risques liés (crises ouvertes comme au Congo Brazza ou au Nigeria dans le delta du Niger²).

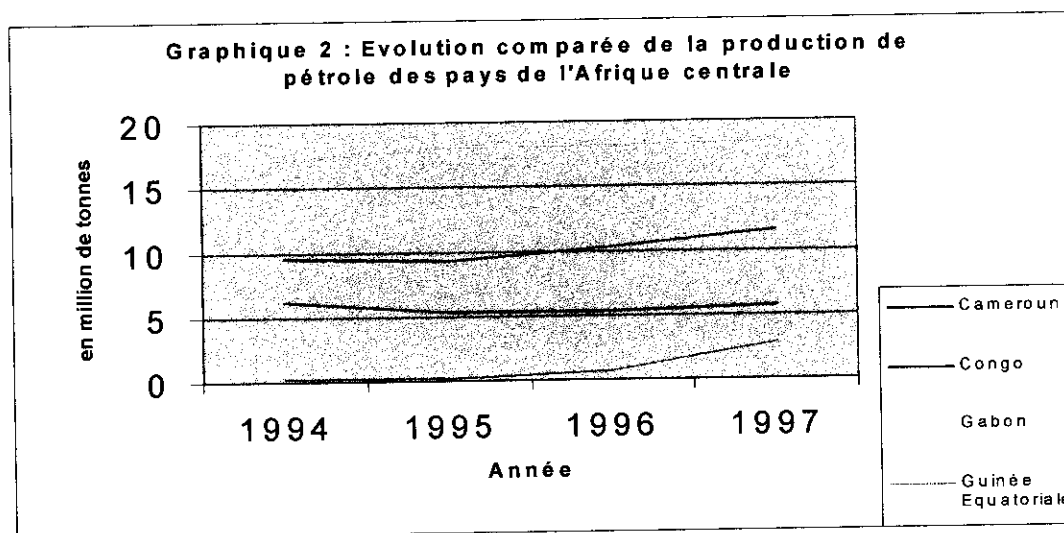
23. En terme de volume, la sous-région a produit pendant la période concernée 38,7 millions de tonnes de pétrole contre 34,08 millions en 1996, soit une hausse de 13,5 %.

Tableau 6 : Production de pétrole de la sous-région(1994-1997)

1. Cameroun	1993/94	6,2
	1994/95	5,4
	1995/96	5,4
	1996/97	5,7
2. Congo	1994	9,6
	1995	9,3
	1996	10,3
	1997	11,6
3. Gabon	1994	17,2
	1995	18,1
	1996	18,3
	1997	18,5
3. Guinée Eq.	1994	0,236
	1995	0,288
	1996	0,800
	1997	2,9

Sources : Statistiques des départements des hydrocarbures des pays concernés ; Rapport sur la zone Franc de la Banque de France, 1997

² entre communautés, et entre communautés et firmes minières (Shell notamment).



**Sources : Statistiques des départements des hydrocarbures des pays concernés ;
Rapport sur la zone Franc de la Banque de France, 1997**

Cette performance a été possible grâce à une augmentation :

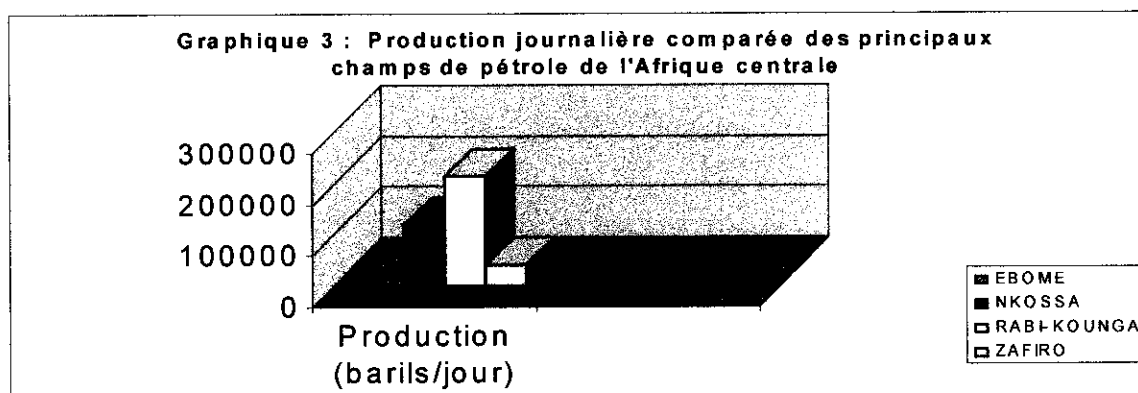
- Très sensible de la production de la Guinée Equatoriale, qui entre 1996 et 1997, a **plus que triplé**, passant de 0,8 millions de tonnes à 2,9 millions de tonnes, soit une hausse de 72,4 % (ceci grâce à une augmentation de la production de ZAFIRO, le principal champ du pays qui est exploité par Mobil en association avec UMC) ;
- Remarquable de la production congolaise (les installations de production ont été épargnées pendant la guerre) qui est passée de 10,3 millions de tonnes en 1996 à 11,6 millions de tonnes en 1997, soit une hausse de 12,6 % (ceci grâce aux produits de Kitina, Luango, Yombo etc.)

Tableau 7 : Principaux champs de pétrole de la sous-région (au 30 /11/98)

Pays	Principaux champs de pétrole de la sous-région	Production (barils/jour)
Cameroun	EBOME	17 000
Congo	NKOSSA	120000
Gabon	RABI-KOUNGA	215000
Guinée Equatoriale	ZAFIRO	40000

Sources : D'après les statistiques des départements des hydrocarbures des pays concernés ; Géopolitique N0 63, 1998

- Très légère de la production gabonaise, qui a cru de 1,1 % (18,5 millions de tonnes en 1997 contre 18,3 millions de tonnes en 1996) grâce à une hausse de la production de Rabi-kounga, le principal champ du pays.



Sources : D'après les statistiques des départements des hydrocarbures des pays concernés ; Géopolitique N0 63, 1998

La hausse de la production de pétrole de la sous-région a été également possible grâce à la contribution des champs marginaux rachetés aux grandes firmes pétrolières et opérés par des petites compagnies surtout américaines, une tendance observée ces dernières années notamment au Congo et au Gabon. Au Congo par exemple Yombo, un champ marginal exploité par CMS Nemeco Congo Inc, a contribué pour 4, 8 millions de barils à la production congolaise de 1997.

24. Dans les années à venir, la production pétrolière de l'Afrique centrale va connaître un essor certain avec l'augmentation attendue de la production de la Guinée Equatoriale (les prévisions donnent 6 millions de tonnes en 1999) ; la mise en production de Moho au Congo ;et, surtout l'entrée attendue dans le club des pays producteurs de pétrole du

Tchad , dont la mise en valeur des gisements de Doba (champs de Komé, Bolobo, Miandoum) avec des réserves de l'ordre de 130 millions de tonnes , est subordonnée à la construction d'un pipe-line d'une longueur de 1050 km dont 890 km sur le territoire camerounais, qui devrait acheminer le pétrole brut jusqu'à Kribi au Cameroun, en passant notamment par Mbaiboukoum.

25. Avec l'exploitation des trois champs, le Tchad devrait apporter à la sous-région, à compter de l'an 2001, 225 000 barils/ jour de plus, ceci pour une durée de 40 ans. Parallèlement à ce projet, le Consortium pétrolier opérant au Tchad (il est constitué du Gouvernement tchadien : 51% ; Exxon : 14,8% ; SHELL : 14,8% ; et Elf : 12,3%) envisage l'exploitation de 9 millions de tonnes de pétrole mises en évidence à Sédigui dans le Kanem. Cette exploitation est liée à la construction à Ndjamena d'une petite raffinerie d'une capacité de l'ordre de 2000 à 5000 barils/ jour pour satisfaire les besoins locaux, ainsi qu'à la construction d'un pipe-line de 450 km pour le transport des hydrocarbures du gisement à la raffinerie. A Sédigui, la production pourrait débiter en l'an 2005. Enfin, la réalisation de ces deux projets dont les coûts d'investissement s'élèvent à 3,6 milliards de dollars américains permettraient au Tchad non seulement de se placer au même niveau que le Congo (11 millions de tonnes en 1996) et avant le Cameroun (5,2 millions de tonnes en 1996), mais surtout le propulserait au neuvième rang des pays producteurs africains.
26. Pour ce qui est du gaz, l'essentiel de cette substance liée au pétrole brut est brûlé en pure perte, alors que dans certains pays du continent, des usines de liquéfaction pour convertir le gaz en Gaz Naturel Liquéfié (GNL) sont soit en développement (Algérie, Libye) ou en cours de construction (Nigeria)³ et des gazoducs sont en cours de construction (Nigeria)⁴. Il y a lieu cependant de mentionner que deux pays de la sous-région produisent actuellement du GNL. Il s'agit du Cameroun et de la Guinée. Cette dernière produit 2214 barils/ jour de gaz liquide pour ses besoins locaux et exportations.

II.2.3. Une industrie de transformation modeste handicapée par une faible demande locale et qui se tourne de plus en plus vers l'extérieur.

- Au niveau des minerais solides,

27. Cette industrie est basée sur de la matière première importée (alumine de Fria, Guinée Conakry) et se résume à une :
 - Capacité d'électrolyse d'alumine de 88 000 tonnes par an installée à Edéa (Cameroun) appartenant à ALUCAM (Cameroun : 46,69 % ; Péchiney : 46,69 % ; Divers : 6,62 %) ;

³ pour exploitation et exportation de gaz notamment en direction de l'Europe (Italie)

⁴ pour approvisionner le Bénin, le Togo et le Ghana

- Capacité de transformation d'aluminium en produits semi-ouvrés de 38000 tonnes par an installée également à Edéa et qui appartient à SOCATRAL (ALUCAM : 52,55 % ; COFINALE : 17 % et Péchiney : 5,44 %) ; et, une
- Capacité de transformation de produits semi-ouvrés en produits finis (articles ménagers) d'un peu plus d'un million de tonnes installée à Douala dont le propriétaire est ALUBASSA, filiale de ALUCAM.

En 1996/1997, la production d'ALUCAM qui avait atteint un pic de 87 000 tonnes en 1990/1991 a chuté à 68 000 tonnes, à cause d'un déficit d'énergie de l'usine hydroélectrique installée sur la SANAGA, suite à une baisse de débit de celle-ci.

Pendant la même période, SOCATRAL a produit 19949 tonnes de produits divers répartis de la manière suivante : 10697 tonnes des bandes : 6162 tonnes de tôles ; 3090 tonnes de disques et 18 tonnes de produits laqués.

En 1997/1998, ALUBASSA devrait produire 700 tonnes d'articles ménagers contre 600 tonnes en 1996/1997 soit une hausse de 16,6 %.

La production de ALUCAM est destinée en partie au marché local notamment pour la satisfaction des besoins de SOCOTRAL et en partie à l'exportation, notamment en direction de :

- France, Japon, Pays-Bas (aluminium brut) ;
- Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire (planche à aluminium) ;
- Congo, Gabon, Côte d'Ivoire (tôles en aluminium).

Celle de SOCATRAL est destinée au marché local, mais il est à noter que celle-ci possède des filiales en Afrique Centrale, notamment,

- En Centrafrique (COLALU/CETRAMET, avec une capacité de 400 tonnes par an) ;
- Au Congo (ALUCONGO, avec une capacité de 400 tonnes par an) ;
- Au Gabon (SOTRAGAL, avec une capacité de 300 tonnes par an) ; et,
- Afrique de l'ouest, notamment en :
 - ❖ Côte-d'Ivoire (SOTRAL IVOIRE), et en
 - ❖ Guinée (SOGUIFAB).

28. La production de ALUBASSA, destinée au marché local dont la demande est de l'ordre de 300 tonnes par an, se heurte actuellement à la concurrence des articles ménagers en plastique qui sont vendus à des prix plus bas que ceux en aluminium.
- Au niveau des hydrocarbures,
29. La sous-région a une capacité de raffinage installée de 3 millions de tonnes par an, soit 2 % de la capacité de raffinage installée du continent. Cette capacité est répartie entre le Cameroun (SONARA : 2,1 millions de tonnes) ; le Gabon (SOGARA : 1 million de tonnes) et le Congo (CORAF : 0,8 million de tonnes).
30. La SONARA est la plus opérationnelle des trois raffineries : sa production effective est de l'ordre de 1, 2 million de tonnes. Installée à Limbé, elle fabrique pour le marché camerounais des produits divers, notamment du butane, de l'essence super, du pétrole lampant, carburéacteur, gazéole et fuel oil. Elle reçoit des bruts d'origine et de qualité différente. Cette souplesse quant à son approvisionnement lui permet d'être ravitaillé par l'Angola, la Guinée Equatoriale et le Nigeria. En 1997, la quantité de brut importée de ces trois pays devrait représenter environ 2% du brut total importé. Actuellement, la société développe une stratégie pour exporter ses produits, notamment en direction de l'Afrique de l'ouest, de l'Europe, des Etats-Unis et de l'Afrique du sud.
31. La SOGARA devrait produire en 1997, environ 800 000 tonnes de produits suivants : essence, super, kérosène, gazéole, fuel et bitume. La raffinerie est ravitaillée localement, notamment par la compagnie ELF. Toutefois, les caractéristiques de la raffinerie ne permettent pas le traitement du pétrole brut en provenance de Rabi-Kounga. Enfin, les installations sont vétustes et les équipements méritent d'être renouvelés.
32. La CORAF est des trois raffineries, l'unité la moins performante. Sa production serait handicapée par des difficultés financières. La CORAF utilise du brut produit localement. Selon les informations recueillies, la CORAF tout comme la société nationale d'hydrocarbures Hydro-Congo figureraient sur la liste des unités de production à privatiser.

III. REFORME DE LA LEGISLATION MINIERE

33. Actuellement, les pouvoirs publics des pays de la sous-région déploient maints efforts pour intéresser les partenaires à leur industrie minière. Ces efforts portent principalement sur la création d'un environnement plus incitatif à l'investissement privé, prenant en compte la nouvelle donne économique des années 90.

Dans ce cadre, ils ont depuis le début des années 90, initié une réforme de la législation de leur industrie minière qui, ils le reconnaissent eux-mêmes, avait très peu encouragé le secteur privé à investir dans cette industrie. C'est ainsi que :

- **Au Cameroun,**

- Un appel d'offres pour la révision de la loi 64LF.3 du 6 avril 1964 portant régime des substances minérales au Cameroun, a été lancé il y a quelques mois ;
- Un projet de code pétrolier (lois et textes d'applications) vient d'être établi.

- **En Centrafrique**

- Un projet de loi (devant abroger l'Ordonnance 79/016 du 6 février 1979) vient d'être établi ;
- Une ordonnance portant code pétrolier (Ordonnance 93/007 et Décret d'application) a été prise le 25 mai 1993.

- **Au Congo**

- Les pouvoirs publics ont annoncé leur intention de réviser le code minier ;
- Une loi portant code des hydrocarbures (loi 24-94) a été promulguée le 23 août 1994.

- **Au Gabon**

- La loi 15/62 du 2 juin 1962 modifiée fait actuellement l'objet d'une révision ;
- Un code pétrolier va être établi.

- **En Guinée Equatoriale :**

Les pouvoirs publics ont annoncé leur intention de revoir le Décret-loi 7/1981 du 16 juin 1981.

Tableau 8 : Etat d'avancement de la réforme de la législation minière en Afrique centrale

	Projet de loi	Textes déjà publiés
Code minier		
Cameroun	-	-
Centrafrique	X	
Congo	X	
Gabon	X	
Guinée Equatoriale	-	-
Code pétrolier		
Cameroun	X	
Centrafrique		X
Congo	-	-
Gabon	X	
Guinée Equatoriale	-	-

Source : Directions des mines et de la géologie et Direction des hydrocarbures des pays

- **Au Tchad,**

- La loi 011/PR /95 du 25 juin 1995 portant code minier réglementant les activités des minéraux solides a été établi ;
- Le Code pétrolier est en cours d'établissement.

III.1. Les grandes tendances de la législation moderne de l'industrie minière de l'Afrique Centrale

34. L'examen des lois déjà promulguées, ainsi que des projets de lois disponibles, révèle une distinction entre les substances minérales solides qui font l'objet d'un code minier à part et les hydrocarbures dont l'essentiel de la législation est contenu dans un code pétrolier distinct.

III.1.1. Le Code minier

- **Similarités**

35. L'exploitation de l'unique «loi moderne» (Tchad) et du seul projet de loi disponible

(Centrafrique) ainsi que des orientations de la future loi (Gabon) fait ressortir les points communs suivants :

- Au niveau des dispositions juridiques, les éléments précités :
 - ❖ Reposent tous sur le **principe de souveraineté de l'Etat** sur les ressources minérales du pays. Cependant ils prévoient l'octroi par celui-ci, à des personnes physiques ou morales des **droits miniers**, ceci à travers des titres miniers, notamment :
 - Permis de recherche (exclusifs et conférant à leurs titulaires des droits de recherche au sein du périmètre alloué) ; et,
 - Permis d'exploitation (exclusifs et conférant à leurs titulaires les droits de prospection, recherche et exploitation au sein du périmètre alloué,⁵

et des concessions/ conventions rattachées aux permis de recherche/permis d'exploitation, conférant aux titulaires les mêmes droits que ceux attachés à ces permis, mais pour des durées plus longues.

⁵ En plus des titres susmentionnés les pays concernés ont institué une autorisation de prospection qui n'est pas un titre en soi et ne confère aucun droit à son titulaire. C'est en quelque sorte un pas de porte.

Tableau 9 : Lois (textes déjà publiés, projets et orientations) minières modernes de la sous-région ; Titres miniers

Pays	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Eq.	Tchad
	Loi 64-LF-3 du 6 avril 1964 ; Decret 96/337 du 30 mai 1996 sur les substances précieuses ; Arrêté 006/MINMEE/DMTMNI/SDR M du 2 juin 1997	Projet de Loi devant abroger Ordonnance 79/016 du 6 février 1979	Loi 23/82 du 7 juillet 1982	Projet de Loi devant abroger Loi 15/62 du 2 juin 1962	Accord de mise en valeur des ressources minérales solides	Loi/94 de juin 1994
Titres miniers						
Prospection	Autorisation de prospection	Permis de reconnaissance	Autorisation de prospection	Autorisation de prospection	Permis d'exploration exclusif accordé à UMC Equatorial Guinea	Autorisation de Prospection (grande échelle)
						Autorisation d'excavation petite échelle)
Recherche	Permis de recherche	Permis de recherche	Permis de recherche	Permis de recherche		Permis de recherche
Exploitation	Permis d'exploitation	Autorisation d'exploitation (petite échelle) Permis d'exploitation (grande échelle) Concession	Permis d'exploitation	Permis d'exploitation Concession	Permis d'exploitation Exclusif sera accordé à UMC en cas de découverte	Permis d'exploitation (grande échelle) Autorisation d'exploitation (petite échelle) Convention

Sources : Codes minier du Tchad ; Projet de code minier de la RCA ; Orientations des futures lois minières du Gabon ; Accord d'investissement de la Guinée Equatoriale.

❖ Constituent des **obligations** pour les titulaires des titres miniers, notamment

- Des engagements minima de travaux et dépenses ; et
- L'observation des dispositions de la législation du travail et sociales du pays, du code général des impôts ainsi que de la réglementation de la police.

- Au niveau des dispositions fiscales, les nouveaux dispositifs légaux miniers de l'Afrique centrale instituent :
 - ❖ Des droits fixes pendant l'octroi, le renouvellement et le transfert des titres miniers ;
 - ❖ Des redevances superficielles ; et,
 - ❖ Une redevance ad valorem sur la production minière.
- Pour ce qui est des dispositions douanières, ces dispositifs renvoient au code général des douanes et au code des impôts concernant les importations des équipements, machines, outillage et produits nécessaires à la réalisation de leurs unités de recherche et d'exploitations.
- Quant aux autres dispositions, elles prévoient ou instituent :
 - ❖ Le droit pour le titulaire de transporter librement à l'intérieur du pays ses produits d'extraction vers les points de stockage, de chargement, déchargement et de grosse consommation ;
 - ❖ Des dispositions relatives à la protection de l'environnement contre les effets de l'industrie minière ;
 - ❖ Une procédure de règlement des différends résultant de l'application et de l'interprétation des dispositions du code minier, notamment le recours aux juridictions locales compétentes, et en cas de force majeure, à l'arbitrage international.

• Les différences

- Au niveau des dispositions juridiques, on note
 - ❖ Pour ce qui est du rôle de l'Etat, que des dispositions relatives à la participation de celui-ci dans les opérations minières qui ne figurent pas dans les codes des autres pays, sont prévues dans les lois de la RCA et du Tchad.
 - ❖ Concernant les types de titres miniers, que la RCA et le Gabon introduisent une distinction entre les pierres et métaux précieux et les autres substances (RCA) et entre les substances concessibles et non concessibles (Gabon). L'exploration et l'exploitation de chacune de ces substances sont liées à l'obtention d'un permis correspondant spécifique.

- ❖ Quant à la durée de la période de validité des titres miniers, tel que le montre le tableau 10, elle varie d'un pays à un autre.

Tableau 10 : Types et durée de la période de validité des titres miniers

Pays	Titres miniers	Validité
Recherche		
Cameroun	Nd	Nd
Congo	Permis de recherche	3 ans renouvelable
Gabon	1. Permis de recherche de substances concessibles 2. Permis de recherche de substances non concessibles	3 ans renouvelable 2 ans renouvelable une fois pour 5 ans au maximum et trois fois pour 3 ans chaque fois
Guinée Equatoriale	Droit d'exploitation	5 ans renouvelable deux fois pour une période d'un an
République centrafricaine	Permis de recherche A : Pierres et métaux précieux Permis de recherche B : autres substances	2 ans renouvelable une fois pour 2 ans et deux fois pour 1 an chaque fois 3 ans renouvelable deux fois pour 2 ans chaque fois
Tchad		
Exploitation		
Cameroun	Permis d'exploitation semi-industrielle	
Congo	1. Permis d'exploitation a grande échelle 2. Autorisation d'exploitation pour la petite échelle	25 ans renouvelable plusieurs fois pour une période n'excédent pas 15 ans chaque fois
Gabon	1. Permis d'exploitation des substances concessibles 2. Concession minière 3. Autorisation d'exploitation des substances concessibles 4. Permis de petite exploitation minière	10 ans renouvelable pour une période 5 ans chaque fois 20 ans renouvelable une ou plusieurs fois pour 10 ans chaque fois 2 ans renouvelable une fois pour 1 an 5 ans renouvelable pour 3 ans chaque fois
Guinée Equatoriale	Nd	Nd
République centrafricaine	1. Permis d'exploitation a grande échelle 2. Permis d'exploitation a petite échelle 3. Concession	4 ans renouvelable quatre fois pour 4 ans chaque fois 2 ans renouvelable autant de fois pour 2 ans chaque fois 20 ans renouvelable une ou plusieurs fois pour des périodes n'excédent pas 5 ans
Tchad	1. Permis d'exploitation 2. Convention minière	25 ans renouvelable 20 ans renouvelable une ou plusieurs fois pour 5 ans chaque fois

Sources : Code minier Tchad, projets et orientations des codes miniers modernes du Congo, Centrafrique, Gabon ; Accord d'investissement de la Guinée Equatoriale

➤ Au niveau des dispositions fiscales, ces différences portent surtout sur :

- ❖ Les taux des redevances superficielles et des redevances ad valorem :

Tableau11 : Taux des redevances superficielles et ad valorem pratiqués dans la sous-région

Redevance superficielle	
Cameroun	
Congo	Recherche : 1 million de FCA/an Exploitation : 3 millions de FCFA/an
Gabon	Nd
Guinée Equatoriale	Recherche : 150F CFA/hectare Exploitation : 600FCFA/hectare
République centrafricaine	Nd
Tchad	Recherche : 200FCFA/km2 (a l'octroi du permis) ; 400FCFA lors du renouvellement du permis Exploitation : 100.000FCFA lors de l'octroi du permis ; 500.000FCFA lors du renouvellement du permis Orpillage : 5000 FCFA
Redevance ad valorem	
Cameroun	Nd
Congo	Pierres et métaux précieux : 5% Autres substances : 3%
Gabon	Nd
Guinée Equatoriale	Or : 3% Autres substances : 5%
République centrafricaine	Nd
Tchad	2% a 5% selon les substances

Sources : Code minier Tchad, projets et orientations des codes miniers modernes du Congo, Centrafrique, Gabon ; Accord d'investissement de la Guinée Equatoriale

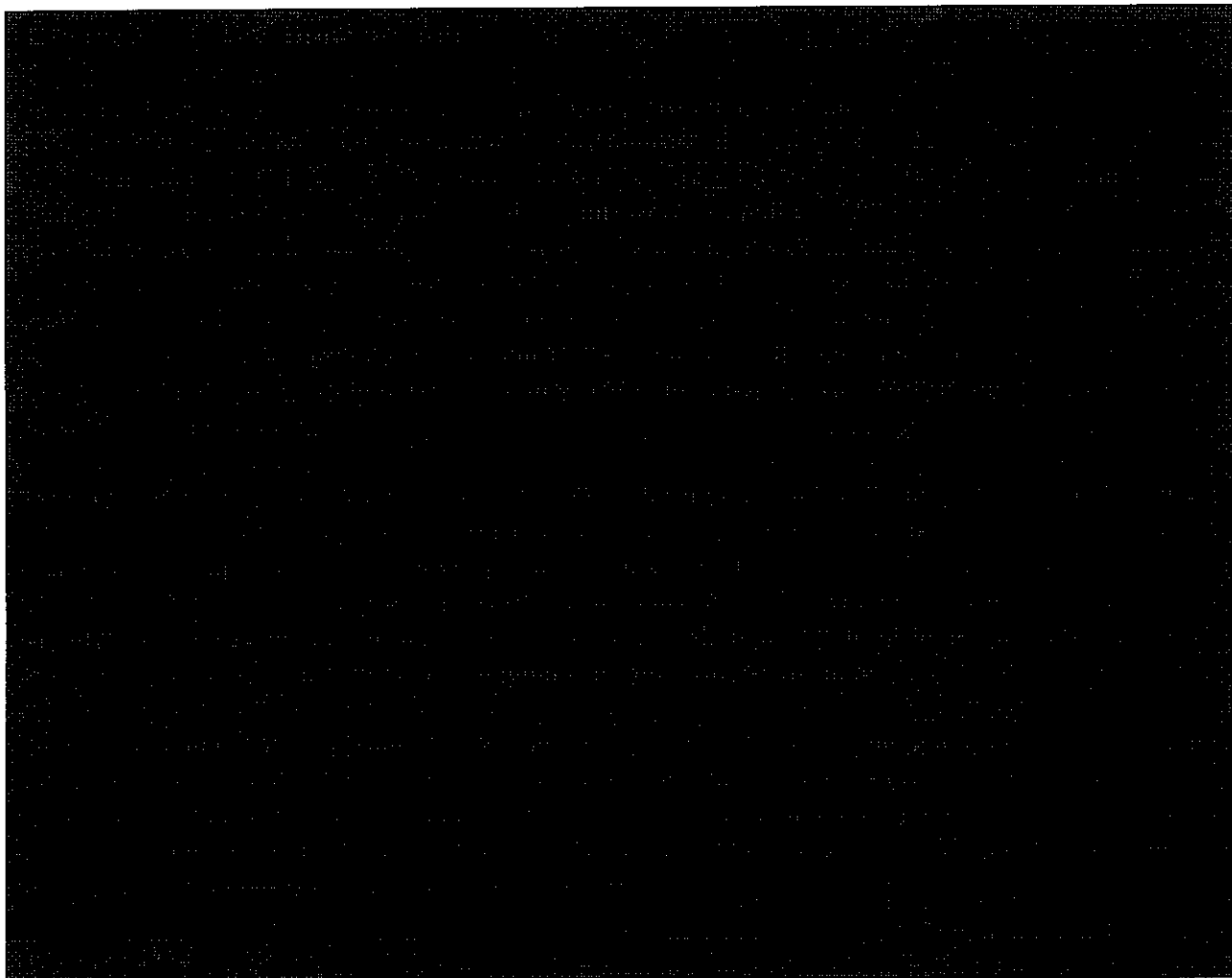
- ❖ Certaines clauses de garantie comme la stabilisation fiscale pendant toute la période de validité du titre minier : En RCA et au Tchad, pendant toute la durée des opérations minières, les taux et règles des impôts et taxes demeurent tels qu'ils existaient lors des octrois des titres miniers. Ceci n'empêche pas le titulaire du titre de prétendre à des dispositions plus favorables d'un régime fiscal de droit commun qui serait établi ultérieurement.
- Au niveau des dispositions environnementales, certains codes comme le dispositif tchadien sont un peu plus explicites quant à la gestion et restauration de l'environnement. En effet, le code tchadien par exemple institue la création d'un **fonds par l'investisseur** pour garantir l'exécution par celui-ci de ses obligations.
- Au niveau des autres dispositions un code, celui du Tchad, contient une clause sur le transfert de technologie. En effet, cette loi parle de transfert de technologie, même si les modalités de ce transfert ne sont pas précisées. Elle se distingue également des lois des autres pays en introduisant une clause sur la renonciation des droits miniers, laquelle renonciation ne libère pas le titulaire de :
 - De ses obligations financières telles que prescrites par la réglementation pour les années antérieures et les années à venir ;

- Du paiement des droits fixes et des redevances superficielles dus à la date de renonciation pour la surface abandonnée ou pour toute la superficie définie par le titre minier selon le cas ;
 - De ses obligations vis à vis de la protection de l'Environnement.
36. Avant de conclure sur le code minier, il y a lieu de mentionner l'usage par la Guinée Equatoriale d'un **Accord d'investissement** pour l'exploration et l'exploitation des substances minérales dans la partie continentale du pays. Cette procédure est d'usage courant notamment en l'absence d'un code minier ou pendant la période de révision du code minier.

III.1.2 Le Code pétrolier

- **Dispositions juridiques**

37. On note à ce niveau que les codes pétroliers déjà établis (Centrafrique, Congo), et les orientations de futures lois pétrolières du Cameroun et du Gabon, à l'instar des dispositifs similaires dans les pays des autres parties du continent et du monde, ne définissent que les grandes lignes des régimes de recherches et de l'exploitation des hydrocarbures. Un certain nombre de clauses très souvent financières sont négociées entre l'Etat et les sociétés financières dans le cadre des **accords** qui sont conclus avant l'octroi des permis de recherches.



38. Ces dernières années, **les accords du type partage de production (soutenus par le FMI et la Banque Mondiale parce que procurant une plus grande régularité des recettes)** sont d'usage courant dans les quatre pays producteurs de pétrole de la sous-région. Ces types de contrat prévoient :

- Le financement par la société minière et ceci à ses risques, des opérations de recherche et en cas de découverte des gisements commercialisables, des opérations d'exploitation ;
- L'allocation d'une partie de la production annuelle (**Cost-oil**) pour le remboursement des coûts pétroliers encourus par la société, dont le taux n'excède pas 50 % au Congo, (sauf en cas d'opérations coûteuses ou il peut

être porté à 70 %) ; est de 50 % au Gabon ; et de l'ordre de 80 % en Guinée Equatoriale ;

- L'allocation de la partie restante après déduction de la redevance minière proportionnelle (**Profit-oil**) à la rémunération entre l'Etat et la société dont les modalités sont fixées dans l'accord.

39. Toutefois, toute opération pétrolière (recherche ou exploitation) est liée à l'obtention d'un titre minier (permis de recherche, permis d'exploitation provisoire, autorisation d'exploitation).

- **Dispositions fiscales**

40. Pour ce qui est de la recherche, cette législation institue le paiement d' :

- Un bonus (Congo, Cameroun, Guinée Equatoriale) ;
- Une redevance superficielle dont le montant est déterminé par la loi des finances (Cameroun) ; par décret au Congo ; est de 6\$ le km² pendant la phase de recherche et de 8\$ le km² pendant la phase d'exploitation au Gabon ; est fixée par le contrat pétrolier en RCA ; et,
- Des redevances ad valorem payables en nature ou en cash, dont le taux est de 15 % au Congo ; fixé par le contrat pétrolier au Cameroun ; varie entre 8% et 20% au Gabon ; ne doit pas être inférieur à 10% en Guinée Equatoriale ; est de 12, 5% en RCA ; et également de 12, 5% au Tchad.
- Des impôts sur la société calculés sur les résultats de l'exercice au taux de 50% au Cameroun ; 35 % au Congo ; et 50 % en RCA.

- **Dispositions douanières**

41. Les titulaires des titres miniers bénéficient pour l'importation de leur matériel, équipements et produits nécessaires des **exonérations** sur les taxes et droits de douanes (Cameroun, Gabon Guinée Equatoriale, RCA, Tchad) ou **d'un régime douanier particulier** établi par décret pris en conseil (Congo).

- **Dispositions financières**

42. Les titulaires bénéficient de la liberté de déposer les et de disposer des fonds acquis ou empruntés à l'extérieur y compris les produits de vente de leur part de production, pourvu que le montant impliqué ne dépasse pas les obligations fiscales et les besoins locaux de la société pétrolière dans le pays concerné ; de transférer à l'extérieur des produits de vente,

dividendes et autres gains, y compris le capital investi et les produits de liquidation de leurs avoirs.

- **Règlement de différends**

43. Ces dispositifs légaux prévoient également un recours aux juridictions compétentes locales et en cas de force majeure, aux juridictions internationales.

IV. Opinions de certaines personnalités rencontrées sur l'industrie minière de la sous-région

IV.1. Pouvoirs publics

- **Diversification de la production minière des pays et de la sous-région.**

44. Les pouvoirs publics de certains pays sont très préoccupés par la dépendance des économies et de l'industrie minière de leur pays vis à vis des hydrocarbures. Au Gabon par exemple, les personnes rencontrées :

- Se souviennent de la baisse de la production de pétrole des années 80 qui avait fait perdre à ce pays sa place de second producteur du continent au profit de l'Angola. La mise en exploitation en 1989 de Rabi-Kounga avait permis d'inverser cette tendance à la baisse. Or, les réserves de Rabi-Kounga devraient s'épuiser autour de l'an 2010, alors que dans le pays, aucune découverte notable n'a été enregistrée ces dernières années⁶, et ; la production des gisements marins les plus importants diminue sensiblement.
- Ont souligné la difficulté pour le pays d'attirer des investissements dans les recherches en on shore ultra profond, soulignant pour illustrer leur propos, que le Gabon était à son huitième appel d'offres pour l'exploitation d'une dizaine de blocs dans cette zone.⁷

Cette situation, les incite d'avantage tout à renforcer leur industrie des minéraux solides afin de diversifier la production minière.

- **Relance de la reconnaissance géologique et intensification des investigations minières**

45. Dans la quasi-totalité des pays visités, les pouvoirs publics rencontrés ont exprimé leurs préoccupations quant à la modestie de leur industrie extractive des minéraux solides par

⁶ Jusqu'à la date du passage de la mission dans ce pays

⁷ Tout récemment, Total a pris 28% d'actions dans deux blocs d'exploration en on shore ultra profond : Astrid(6000 km2) et Antou (6600km2) situés à 80 kms des côtes gabonaises

rapport au potentiel des pays concernant ces substances et ont souligné la nécessité de renforcer cette industrie. Ce renforcement selon eux devrait passer, entre autres et surtout, par une relance des activités de recherche minière et une intensification des investigations sur les indices connus, ce qui implique la mise en place d'un climat d'investissement incitatif à l'investissement privé pour palier à la faiblesse/ carence des ressources domestiques

- **Renforcement de la contribution de l'exploitation artisanale et à petite échelle aux recettes des Etats**

46. Dans le domaine de l'exploitation artisanale et à petite échelle, les pouvoirs publics de plusieurs pays visités, très préoccupés par le manque à gagner énorme dû à la fraude massive quant à la production des pierres et métaux précieux, ont souligné la nécessité d'échanges d'expériences entre pays pour affiner les stratégies visant à minimiser ladite fraude et accroître la contribution de l'exploitation artisanale et à petite échelle aux recettes des pays.

- **Respect et application des dispositions communautaires existantes, notamment fiscales**

47. Les Autorités d'un Etat sont très préoccupées par les sollicitations des titulaires des conventions minières établies avant la réforme fiscal-douanière de l'UDEAC, qui souhaiteraient que leur soit accordé le régime fiscal appliqué dans le cadre des accords conclus après cette réforme. Un peu en rapport avec cette question, les autorités compétentes gabonaises ont mis à jour la liste des matériels, équipements et produits nécessaires pour l'exploration et l'exploitation minières pouvant faire l'objet d'exonération. Cette liste est annexée au présent rapport.
48. Celles d'un autre pays ont souligné ce que coûte à leur pays, l'observation de la discipline communautaire tout en insistant sur les mesures permettant d'atténuer les disparités physiques et économiques entre pays. Elles ont insisté sur la nécessité de renforcer la coopération dont les accords entre le Cameroun et le Tchad concernant le transport des hydrocarbures par pipeline constituent un bel exemple.
49. Les autorités d'un troisième pays ont indiqué qu'elles se conformeraient à la nouvelle charte des investissements (en cours d'élaboration) de l'UDEAC-CEMAC, quant aux règles gouvernant les investissements dans le secteur minier.

- **Echanges d'expériences en matière de développement des ressources minérales.**

50. Dans tous les pays visités, les pouvoirs publics rencontrés ont insisté sur l'importance des échanges d'expériences et de meilleures pratiques, surtout en matière de législation minière. A cet effet, un pays qui a remis à la mission, une information aussi complète que possible sur les orientations de la future législation pétrolière de son pays, a souhaité qu'il soit organisé, au niveau de la sous-région, une réflexion approfondie sur les dispositifs

légaux des pays concernant les hydrocarbures, en vue notamment d'établir des **contrats et accords pétrolier types**.

- **Capacité de négociation des pays**

51. Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics rencontrés ont souligné les risques d'affaiblissement non seulement du pouvoir de négociation de leur pays, mais aussi celui de la sous-région, en octroyant, dans le cadre des mesures incitatives, des avantages excessifs aux investisseurs. La compétition en matière de recherche de financement des projets miniers dans la nouvelle donne économique des années 90 pousse à cette pratique qui ne peut être que génératrice de la surenchère et de ce fait ne peut qu'affaiblir le pouvoir de négociation des pays et de la sous-région.

IV.2. Partenaires au développement/ opérateurs miniers

52. Dans un pays, le représentant de la Banque mondiale a indiqué, qu'en plus de la réforme de la législation, il était aussi nécessaire d'améliorer les performances macro-économiques des pays, et de créer les conditions propices à la sécurité et la paix dans les pays et la sous-région, pour attirer davantage des investissements dans l'industrie minière.
53. Dans un autre pays, le représentant de l'Agence française de Développement a insisté sur la stabilité du régime fiscal comme mesure incitative à l'investissement. A ce titre, il a souligné la nécessité pour les pays, de se conformer aux **dispositions des traités de l'OHADA** y relatives.
54. Dans un troisième pays, les opérateurs miniers ont parlé de <pression fiscale lourde> quant aux taxes perçues par l'Etat sur l'achat des équipements destinés à la recherche.

V. Conclusions/remarques

55. Au regard de la performance actuelle non satisfaisante de son industrie minière et de ce qu'une telle industrie renforcée peut contribuer aux économies de ses pays, il est nécessaire pour l'Afrique centrale de re-dynamiser son industrie extractive des minéraux solides et de renforcer celle des hydrocarbures. La thérapeutique est connue et du reste n'est pas propre à la sous-région. Dictée par les exigences économiques mondiales actuelles privilégiant entre autres la libéralisation des secteurs économiques, elle consiste à créer dans les pays un environnement considéré comme incitatif par les investisseurs, notamment du secteur privé.

56. La création d'un tel environnement passe par la réforme de la législation et du cadre réglementaire afin d'y accommoder davantage le secteur privé. Les pays de la sous-région s'y attèlent actuellement, peut être un peu tardivement par rapport aux autres pays africains.

- Concernant les minéraux solides, l'examen des quelques lois déjà promulguées ainsi que des orientations des futures lois montre :

➤ Pour ce qui est des dispositions juridiques, que les codes ne devraient pas soulever des problèmes au niveau des investisseurs puisqu'on y retrouve pratiquement tous les éléments reconnus par la Banque Mondiale et la Communauté internationale comme contribuant à l'établissement d'un code attractif, et qui par ailleurs constituent l'ossature des accords d'investissements utilisés par beaucoup des pays comme base de négociation avec les investisseurs⁸. Ces éléments sont, entre autres,

- ❖ L'institution de l'Etat comme seul propriétaire des ressources minérales ;
- ❖ La désignation d'une seule autorité pour l'octroi des titres miniers dont la durée de validité est de 6 à 7 ans pour les titres de recherche et de 20 à 25 ans pour les titres d'exploitation ;
- ❖ Des obligations des investisseurs clairement définies (travaux, engagements minima de dépenses) ;
- ❖ Les droits des titulaires clairement définis, surtout le passage de l'exploration à l'exploitation ;
- ❖ Des clauses permettant le transfert et la vente des droits miniers ainsi que la rétrocession des terrains ;
- ❖ Le recours aux instances juridiques compétentes ou à l'arbitrage international pour ce qui est du règlement des différends.

Même les différences -si on peut les appeler ainsi- notées au niveau du rôle de l'Etat (La RCA et le Tchad prévoient une participation de l'Etat dans les opérations minières) ou au niveau du nombre des permis (Deux permis de recherche et deux permis d'exploitation au Gabon et en RCA) ne sont pas de taille à créer des difficultés entre les pays et les investisseurs et surtout ne peuvent pas faire l'objet d'une quelconque surenchère de la part de ces derniers. En effet :

⁸ De tels accords contiennent les dispositions juridiques mentionnées au chapitre 47. Certaines de ces dispositions sont laissées en blanc pour être remplies après négociation.

- Pour ce qui est du premier facteur, les investisseurs privés tout en privilégiant le désengagement de l'Etat des opérations minières et le rôle régulateur de celui-ci, acceptent la participation facultative ou obligatoire de l'Etat dans ces opérations pourvu que les conditions de ladite participation, notamment financières et les responsabilités de chaque partie au niveau de la direction et du contrôle de ces opérations soient bien précisées dès le départ ;
 - Quant au deuxième facteur, il n'y a pas de règle générale en la matière. Tout au plus on peut noter que cette distinction peut faciliter les opérations d'inspection des activités par l'Etat.
- Concernant les dispositions financières, elles instituent le libre transfert des fonds à l'extérieur pour l'achat des biens et des services nécessaires aux activités minières dans les pays et le remboursement des dettes ; des profits et dividendes des actionnaires étrangers et des produits de liquidation des activités, des pratiques également en cours dans beaucoup des pays africains, asiatiques et latino-américains.
- Quant aux dispositions fiscales, si l'on note des similitudes quant à la nature et au nombre des droits fixes et redevances, les taux de ces droits et redevances varient d'un pays à l'autre, mais dans des proportions acceptables par les investisseurs (2% à 5% pour les royalties). Par ailleurs, les taux des redevances superficielles en général ne soulèvent pas de difficultés au niveau des investisseurs.
57. En conclusion, les cadres législatifs actuels des pays de la sous-région en matière de minéraux solides en principe ne contiennent pas des éléments susceptibles de créer une situation favorisant la surenchère de la part des opérateurs ou de l'Etat. Toutefois, il y a lieu de mentionner que les grands projets miniers ou présentant un intérêt particulier pour le pays font l'objet des concessions / conventions rattachées aux titres miniers. **Les clauses de ces conventions/ concessions normalement sont conformes aux dispositions des cadres réglementaires des pays hôtes, mais le plus souvent, les conventions/ concessions sont des accords de gré à gré entre l'Etat et l'investisseur.**
- Pour ce qui est des hydrocarbures, le code pétrolier constitue aussi la base des négociations des conventions de recherches, d'exploitation et de transport d'hydrocarbures ou d'autres types d'accords. Cependant, les concessions et ou conventions et autres accords peuvent faire l'objet d'amendement pour tenir compte d'une situation nouvelle ou corriger quelque détail. De sorte qu'il y a possibilité pour l'investisseur surtout d'introduire dans ces accords, des éléments non prévus dans le cadre réglementaire ou encore des nuances au niveau de certaines dispositions dudit cadre. Par exemple, l'article 24 de la Convention de recherches, d'exploitation et de transport d'hydrocarbures du 19 décembre 1998 signée entre le gouvernement du Tchad et le Consortium opérant sur son territoire a été modifié pour entre

autres faire profiter aux prêteurs constitués hors de la République du Tchad, des exonérations sur les sommes qu'ils recevraient directement du Consortium ou par l'intermédiaire de Totco ou Cotco de tous impôts, droits, taxes et autres charges de nature fiscale, lesquelles exonérations n'étaient accordées qu'au Consortium, aux actionnaires de celui-ci et sociétés affiliées.

58. Toujours dans le domaine des hydrocarbures, il existe même des accords cas par cas, selon les caractéristiques des huiles ou les conditions d'exploitation des champs, dans un même pays et à la même époque. L'article 23.2 de la Convention des recherches, d'exploitation et de transport des hydrocarbures du 19 décembre 1998 par exemple a été modifié pour entre autres introduire une distinction entre les trois champs (Bolobo, Komé, Miandoum) et les autres champs pétroliers quant au taux de l'impôt sur les sociétés. Ce taux, comme mentionné dans le corps du rapport, dépend d'un ratio R commun à tous les membres du Consortium, du niveau du prix de brut de référence et des volumes des prix de pétrole brut cumulés provenant des trois champs. Il est de 50% pour les autres champs. De même, cet amendement stipule qu'en raison de ce nouveau mode de calcul de l'impôt sur les sociétés, les dispositions de l'article 65 du code pétrolier ne sont plus applicables.
59. De ce qui précède, on peut tirer la conclusion suivante, qui peut également être une des recommandations de cette étude : Les clauses des accords miniers complètent les dispositions des cadres réglementaires (code minier, code pétrolier). Dans certains cas mêmes, elles renseignent mieux sur les pratiques des Etats (surtout fiscalo-douanières) concernant l'attraction des investissements, parce que ces clauses reflètent les mesures réellement prises par les Etats dans ce domaine. Dans le cadre d'une définition, au niveau de la sous-région de l'Afrique centrale, de certaines stratégies collectives visant notamment à contrer ou minimiser toute surenchère quant à la conclusion des accords, **une analyse comparative approfondie de ces éléments s'avère donc nécessaire.**
60. Une autre recommandation pourrait être la mise en place aux niveaux national et sous-régional d'une politique d'utilisation du gaz associé au pétrole brut. Il est vrai qu'en matière de législation internationale des hydrocarbures, l'inclusion d'une clause obligeant les firmes minières d'exploiter du gaz associé au pétrole brut notamment à des fins locales n'est pas obligatoire, mais à cause de l'importance des produits gaziers pour la sous-région, des dispositions pourraient être incluses **dans les accords pétroliers demandant aux firmes minières de mettre à la disposition de l'Etat le gaz normalement brûlé**, celui-ci prenant bien entendu en charge les dépenses nécessaires pour le traitement éventuel et le transport entre le gisement et les points d'utilisation.